



## CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la Fédération CNT  
des Travailleur-euses de  
l'Éducation n°272  
mai 2026

### LA MAUVAISE HERBE

La revue de la CNT  
Éducation  
Abonnez-vous !  
Bulletin dans la rubrique  
dédiée sur le site  
<https://fte.cnt-f.org>



### Préavis de grève

La CNT Éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ils couvrent tous les personnels au niveau local comme national et peuvent par exemple servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

**Si vous souhaitez adhérer, contactez-nous via notre site :**  
[www.fte.cnt-f.org/contact](http://www.fte.cnt-f.org/contact)



## Entre le fascisme et l'école publique, construisons la barricade syndicale !

Le décès de Quentin Deranque, militant fasciste Lyonnais, lors d'affrontements survenus à la suite de l'agression menée par son groupe en marge d'un meeting de gauche à Sciences Po, a occupé le débat public pendant plusieurs semaines. Cette mort est évidemment à déplorer, car nous savons, comme pédagogues, qu'elle est l'aboutissement tragique d'une logique de violence et d'ignorance.

La montée de cette violence politique dans le monde, en France et singulièrement à Lyon, est le fait exclusif de l'extrême-droite, de ses nervis, de ses méthodes, de son projet politique toxique.

La classe bourgeoise et ses alliés réactionnaires, ses media, ses relais gouvernementaux et institutionnels ont sauté comme des vautours sur ce tragique événement pour incriminer l'antifascisme, baver l'inepte refrain des « extrêmes qui se rejoignent » et tenter de discréditer les forces de gauche politiques et syndicales. La CNT, syndicat révolutionnaire qui s'est historiquement construit sur la résistance concrète au fascisme durant la guerre d'Espagne notamment, rappelle que l'existence de groupes antifascistes remonte à une centaine d'années. Les groupes antifascistes n'existent que parce que les forces fascistes menacent, persécutent, mutilent et tuent toutes les personnes coupables de ne pas avoir la bonne religion, la bonne couleur de peau, la bonne sexualité ou de ne pas se soumettre à leur vision du monde. Entre 1986 et aujourd'hui, la violence

d'extrême-droite a tué, en France, 48 personnes. La CNT participe aux groupes antifascistes car elle sait que le mouvement social ne peut compter que sur lui-même pour protéger ses militant-es, ses lieux, ses initiatives sociales et syndicales.

Dans ce contexte, la CNT éducation entend prendre toute sa part au combat contre les idées d'extrême-droite qui menacent directement l'école publique, ses personnels, ses élèves et leurs familles. Il appartient aux syndicats de l'enseignement public d'identifier et de s'opposer aux projets de « rééducation nationale » portés par les forces autoritaires et repris par la droite et « l'extrême centre » au pouvoir actuellement. La tentation est grande, pour les promoteurs de la « start-up nation » de radicaliser l'objectif d'un « État entreprise » qui abolira tout contre-pouvoir démocratique pour garantir les profits économiques malgré la violence des inégalités. Le fascisme, cette roue de secours historique du capital radicalisé, finit par imposer sa révolution réactionnaire y compris à la droite classique qui lui fait, aujourd'hui, la courte échelle vers le pouvoir politique.

Les remèdes à un trumpisme à la française sont entre nos mains : promotion de l'esprit critique et de la coopération dans nos pratiques pédagogiques, renforcement de l'éducation populaire et des réseaux syndicaux porteurs d'un projet social anticapitaliste, actions directes unitaires pour imposer l'égalité économique et sociale.

STE 38

## Semaine de lutte contre la précarité en Loire-Atlantique : faisons fleurir la grève pour le printemps !

Lors de la semaine de "Lutte contre la précarité dans les services publics" qui a eu lieu du 9 au 13 mars, une mobilisation interprofessionnelle à l'initiative de l'intersyndicale (CGT-Solidaires-FSU-CNT) a permis aux personnels précaires (AED, AESH, contractuel·les...) de se mettre en grève une semaine entière !

Cela a été l'occasion de nous retrouver sur plusieurs actions et temps collectifs et conviviaux.

Une AG était planifiée tous les matins de la semaine afin d'organiser nos journées de lutte autour des actions proposées par l'intersyndicale ainsi que des propositions spontanées des participant·es. Puis la semaine a débuté par un "die-in", happening visant à symboliser la "mort" des services publics, suivi d'une RIS sur le statut des AED et AESH, qui a permis notamment de jeter sur le papier les premières lignes de nos revendications. La rencontre entre des AESH en grève durant cette première journée a donné lieu à la création d'un collectif AESH 44 (à l'image du collectif AED en lutte déjà actif sur le territoire depuis plusieurs années).

Tractages et tournées d'écoles ont eu lieu les matins, afin de rencontrer les collègues sur leur lieu de travail pour les informer notamment de la création du collectif AESH, et de la lutte en cours.

Notre volonté de converger avec les secteurs déjà mobilisés (éducateur·ices de rue en grève et secteur hospitalier) a pris corps autour de l'organisation d'une table ronde ayant pour sujet la précarité dans les services publics ainsi que par la participation spontanée à un rassemblement organisé par les personnels administratifs de l'université de Nantes devant les locaux de la Présidence.

Une délégation a été reçue en préfecture pour une audience durant laquelle la situation et les revendications des personnels précaires ont pu être portées.

Nous ne pouvions bien entendu pas clôturer la semaine sans une traditionnelle manif ! Le parcours de cette dernière a été pensé pour s'arrêter devant

chaque service public (hôpital, finances publiques, poste, DSDEN, Carsat...).

Et parce que la Lucha rime aussi avec Fiesta, des moments plus festifs ont été organisés : un show drag, une cantine populaire, un fest noz, un village des associations.

Ces moments ouverts au public ont été l'occasion à la fois de créer des espaces de rencontre et d'alimenter abondamment la caisse de grève. Cette dernière a été un outil important pour permettre aux personnes non syndiquées de se mobiliser et un argument non négligeable pour rallier des collègues craignant des répercussions financières.

La solidarité a été forte tant du point de vue financier que du point de vue humain.

Cette semaine de mobilisation a permis de compter nos forces et favorisé des liens au sein de l'intersyndicale et entre des personnels - souvent isolé·es - de différents établissements.

Fort·es de cette première expérience réussie, et convaincu·es que ce n'est qu'un début, nous nous projetons d'ores et déjà sur une deuxième semaine de mobilisation.

Nous espérons voir cette initiative se propager au-delà des frontières de notre département, que chacun·e s'empare collectivement de cette lutte et la fasse fleurir au plus vite !

SSE 44



## Correction dématérialisée du bac pro en lettres et histoire-géo : chacun·e chez soi devant son ordinateur

Le bac pro 2026 sera corrigé seul, devant un ordinateur. Les copies seront toutes numérisées par les secrétariats d'examen et les profs seront convoqué·es pour corriger chez elleux. Les modalités seront identiques aux bacs généraux et technologiques. Cette réforme n'est pas uniquement un changement de support, du papier vers le numérique. Pour le lycée pro, c'est un bouleversement de notre pratique professionnelle.

### Attaquer le collectif

Jusqu'à maintenant, nous étions réuni·es pour corriger dans des espaces collectifs. Une salle correspondait à un jury et nous tentions d'harmoniser nos corrections. Cette pratique collective était l'occasion d'échanger entre nous sur des copies, d'affiner notre réflexion sur l'évaluation, les attendus, de mettre en place des doubles corrections... Il s'agissait donc d'un temps de pratique réflexive et de formation même si cela n'était pas formalisé de la sorte. De plus au-delà de la correction du bac en tant que telle, nous échangeons sur nos cours, nos difficultés, nos projets. Et bien entendu c'était aussi une opportunité pour parler de nos métiers, des réformes imposées...

Au final, les corrections du bac étaient une occasion annuelle de retrouver les collègues du département. Avec les nouvelles modalités de correction du bac pro, c'est donc une attaque supplémentaire pour détruire notre collectif professionnel déjà mis à mal par la réduction des formations et le développement massif des formations en distanciel.

### Une communication sous le signe du mépris

L'information sur cette réforme dans la correction du bac pro circule de manière plus ou moins informelle. Ici, c'est une équipe de direction qui informe que les copies seront numérisées (sans avoir plus de détails sur les conséquences). Là, ce sont des inspecteur·ices qui informent les profs d'un établissement que les corrections se feront via une plate-forme en ligne ; quand d'autres inspecteur·ices affirment n'avoir aucune information sur un changement des modalités de correction. Des profs en parlent sur des groupes facebook... C'est comme cela que l'information a circulé entre enseignant·es. En revanche, aucune communication officielle annonçant ce bouleversement dans nos pratiques. Alors bien évidemment les enseignant·es n'ont jamais été associé·es ou consulté·es : Obéis et tais-toi !

Le flou de communication est tel qu'aujourd'hui nous avons connaissance de cela pour les épreuves de

lettres-histoire. Mais qu'en est-il des autres épreuves qui ne sont pas en CCF ? Aucune idée pour l'instant.

### Des conditions de correction aléatoires

Les copies numérisées seront donc certainement corrigées via la plate-forme en ligne SANTORIN. Nous devons nous connecter avec nos propres outils informatiques pour corriger les copies qui nous seront attribuées. Un délai de plusieurs jours nous sera donné pour réaliser ce travail et rentrer les notes. Cette mission se fera courant mai et/ou début juin alors que nous aurons cours dans le cadre du parcours Y ou avec les classes qui ne seront pas en PFMP.

Aujourd'hui aucun cadre n'a été fixé quand à l'organisation des corrections et cela sera certainement laissé à l'initiative des chef·fes d'établissement comme c'est le cas pour les BTS. Donc certain·es seront déchargé·es de leurs heures de cours pendant 2-3 jours, d'autres auront peut-être une semaine sans cours et d'autres encore devront assurer toutes leurs heures de cours et corrigeront les copies de bac le soir, chez elleux, après leur journée de cours. Il en va de même pour les conditions matérielles de correction : seul·e chez soi ou dans une salle informatique mise à disposition par le lycée ? Il n'est pas acceptable que les enseignant·es soient laissé·es seul·es face à leur direction pour négocier des conditions dignes de correction. Les conditions de correction vont fortement varier d'un endroit à l'autre, or ces conditions ont forcément un impact sur les corrections.

Cette transformation des conditions de correction du bac pro est un élément de plus dans la détérioration de nos conditions de travail et un symbole supplémentaire du mépris de l'institution envers les personnels.

STM 56

